



Appel de la commission exécutive de la FERC

La rentrée sociale est marquée par les mobilisations face à l'entêtement du gouvernement à mener une politique en défaveur des travailleur·ses, des privé·es d'emploi, des jeunes et des retraité·es, au service de la finance et du patronat.

Dans l'éducation nationale, la mobilisation et les actions de refus des surveillances et des corrections des examens ont permis une prise de conscience du ras-le-bol des personnels et leur refus des réformes Blanquer. La lutte des agent·es du sport a permis l'abandon du projet de détachement d'office dans les fédérations sportives des conseiller·es techniques sportifs de ce ministère. A l'AFPA, la mobilisation et l'action syndicale ont permis de geler le plan social et les milliers de suppressions de postes qu'il prévoit.

Le mouvement des Gilets jaunes exprime la colère contre les injustices sociales.

La lutte des urgentistes et de l'ensemble des personnels de santé montre le même refus de la casse du service public : leur détermination est exemplaire.

La grève massive des salarié·es de la RATP contre le projet de casse des retraites et en défense de leur régime a montré qu'il est possible de créer une large mobilisation unitaire capable d'entraîner les salarié·es sur leurs revendications. La généralisation de ce type de mouvement est la voie à suivre pour faire reculer le gouvernement.

La mobilisation grandissante, particulièrement de la jeunesse, autour de l'urgence climatique montre également une remise en question de l'organisation de cette société. Les liens se tissent avec les autres mouvements sociaux autour du slogan : « fin du mois, fin du monde, même combat ».

Pour la FERC il faut amplifier les dynamiques de mobilisation et se saisir de toutes les dates à commencer par les 24 et 27 septembre.

Continuons de convaincre nos collègues de la nocivité du projet Delevoye qui vise à allonger la durée de cotisation, baisser le niveau des pensions, remettre en cause le système de solidarité en le remplaçant par un système individuel par points. Partout ouvrons la discussion dans nos établissements et entreprises, nos services et dans la société tout entière. Défendons nos 42 régimes de retraite et portons l'exigence de leur maintien et de leur amélioration.

Notre tâche est de construire dans nos secteurs, avec les travailleur·ses, l'unité d'action autour à la fois des revendications sectorielles et du refus du projet de réforme des retraites.

Montreuil, le 20 septembre 2019